

2008

Mitec Telecom Inc.

Rapport du Premier Trimestre

Pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2007



Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec Telecom Inc. («Mitec» ou «la Société») et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2007 (premier trimestre de l'exercice 2008).

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance, liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activité. Il doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés en date du 31 juillet 2007. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada. Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et tiennent compte de l'information disponible jusqu'au 31 août 2007.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats réels de la Société à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés.

Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur, y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique «Risques et incertitudes» de notre notice annuelle datée du 25 juillet 2007.

Les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés. Rien ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Avant leur publication, les états financiers annuels de Mitec, selon la recommandation du comité de vérification, ont été approuvés par le conseil d'administration.

PROFIL

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, qui consistent en la conception et la fabrication de produits de télécommunications, se répartissent en deux principaux secteurs d'activité : les télécommunications («Télécommunications») et les communications par satellite («Communications par Satellite»).

Le secteur Télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement et d'amplification de radiofréquences («RF») de pointe pour les stations de base cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et sont intégrées à des infrastructures de communication sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données et finalement, les communications multimédias.

Le secteur Communications par satellite dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de micro stations terriennes.

Le siège social de Mitec est situé à Pointe-Claire, au Canada et la Société possède une autre exploitation à Suzhou (Chine). Au 31 juillet 2007, la Société comptait 284 employés à l'échelle mondiale.

FAITS SAILLANTS

Le 15 août, 2007, la Société a annoncé son intention d'acquérir une corporation localisée aux États-Unis oeuvrant dans le secteur des communications commerciales et militaires ainsi que dans les systèmes radar.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

Le tableau suivant présente les principales informations financières du premier trimestre de l'exercice courant et de l'exercice précédent :

Périodes terminées les 31 juillet <i>(montants en milliers, sauf les données par action)</i>	T1 2008	T1 2007
	\$	\$
Chiffre d'affaires	7,603	8,678
Bénéfice brut	2,063	188
Frais de vente et d'administration	1,486	2,023
Frais de recherche et développement	1,007	2,022
Perte découlant des activités poursuivies	(977)	(4,535)
Perte nette	(977)	(4,429)
Perte de base et diluée par action:		
- Activités poursuivies	(0.01)	(0.06)
- Perte nette	(0.01)	(0.06)
Total de l'actif	31,261	36,086
Dette à long terme	693	1,734
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	4,418	3,985

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires pour le premier trimestre de l'exercice 2008 a atteint 7,6 millions de dollars, une diminution de 12 % en regard de la même période il y a un an. Le déclin des ventes de la Société est attribuable la baisse des livraisons du secteur des Télécommunications de 1,1 millions de dollars ou de 27 % comparativement au premier trimestre de l'exercice 2007. Cette baisse est reliée à la décision de restructuration ayant mené à la fermeture des opérations américaines du secteur des amplificateurs de puissance. Les ventes du secteur des communications par satellites, qui ont contribué pour 61 % du total des produits d'exploitation, sont restées stables à 4,6 millions de dollars par rapport au premier trimestre de l'exercice 2007.

	T1 2008	T4 2007	T3 2007	T2 2007	T1 2007
<i>(en milliers de dollars)</i>					
Télécommunications	2 973	2 015	2 641	3 206	4 071
<i>% du total des produits d'exploitation</i>	39,0%	26,0%	30,9%	36,3%	46,9%
Communications par satellite	4 630	5 742	5 895	5 632	4 605
<i>% du total des produits d'exploitation</i>	61,0%	74,0%	69,1%	63,7%	53,1%

Distribution géographique des ventes

	Amérique du Nord	Europe	Asie	Autre
T1 2008	37%	30%	25%	8%
T1 2007	38%	27%	28%	7%

Bénéfice brut

La marge brute pour le premier trimestre de l'exercice 2008 est passée de 0,2 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2007 à 2,1 millions \$, soit une augmentation de 1,9 millions \$. Cette augmentation résulte du plan de restructuration précédemment annoncé ainsi que du désengagement de Mitec dans la vente de certains produits comportant des marges négatives.

	T1 2008	T4 2007	T3 2007	T2 2007	T1 2007
<i>(en milliers de dollars)</i>					
Télécommunications	737	543	(978)	(27)	(930)
<i>% du chiffre d'affaires</i>	24,7%	26,9%	(37,0%)	0,0%	(22,8)%
Communications par satellite	1 327	2 038	1 879	1 807	1 118
<i>% du chiffre d'affaires</i>	28,7%	36,5%	31,9%	32,1%	24,3%

La marge brute du secteur Télécommunications a connu une augmentation de 1,7 millions \$ passant d'un montant négatif de 0,9 million \$ pour la même période l'année dernière à 0,7 million pour l'exercice 2008. Ceci a été entraîné par un fléchissement du chiffre d'affaires dans le cas des amplificateurs de puissance et des nouvelles technologies dans l'équipement de conditionnement RF qui comportaient des marges brutes faibles.

La marge brute du secteur Communications par satellite a connu une hausse de 0,2 million \$, passant de 1,1 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2007 à 1,3 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice 2008. La marge brute est passée de 24,3 % à 28,7%, en raison principalement d'une réduction des frais généraux de fabrication.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement, réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour le premier trimestre de l'exercice 2008 ont diminué de 50 %, passant de 2,0 millions \$ lors du premier trimestre de l'exercice 2007 à 1,0 million \$. Cette diminution est imputable à une diminution de l'investissement suite à la fermeture du centre de recherche localisé à Reno au Nevada.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le premier trimestre de l'exercice 2008 ont diminué de 27 %, passant de 2,0 millions \$ à 1,5 millions \$. Cette diminution résulte du programme de restructuration.

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 0,3 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2008, contre 0,1 million \$ pour le même trimestre de l'exercice 2007. Cette augmentation est le résultat de l'appréciation du dollar canadien sur les marchés de change.

Amortissement des actifs incorporels

L'amortissement des actifs incorporels a baissé à 0,2 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2008 comparativement à 0,5 million \$ pour la même période l'année précédente suite à la radiation d'actifs incorporels du secteur des Télécommunication lors du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Rémunération à base d'actions

Le montant de la charge constatée au cours du trimestre actuel à titre de rémunération à base d'actions s'est élevé à 64 000 \$ pour la même période l'année précédente à 48 000 \$ pour le trimestre courant.

Perte nette

Pour le premier trimestre de l'exercice 2008, la perte nette s'est chiffrée à 1,0 million \$, ou 0,01 \$ par action, contre 4,5 millions \$, ou 0,06 \$ par action, pour le premier trimestre de l'exercice 2007. La baisse de la perte nette résulte de marges brutes favorables provenant des activités d'exploitation jumelées aux effets positifs du programme de restructuration.

Bénéfice avant intérêts, impôts et taxes et amortissement

A titre d'information supplémentaire à la mesure des revenus basés sur les PCGR canadiens, ce rapport de gestion présente le bénéfice avant intérêts, impôts et taxes et amortissement («BAIIA »). Les amortissements incluent la réduction de valeur d'immobilisations corporelles et incorporelles. Les intérêts incluent la charge d'intérêts pour la marge de crédit et sur les prêts à long terme réduits des revenus d'intérêts. Le BAIIA est fourni afin d'aider le lecteur à déterminer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie positifs de ses opérations. Les résultats présentés ci-dessus n'ont pas de mesures standardisées respectant les PCGR et peuvent ne pas être comparables à ceux présentées par d'autres corporations.

Le tableau suivant présente la réconciliation entre le BAIIA et la perte calculée en fonction des PCGR et présentée dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour les cinq derniers trimestres, il présente de plus l'impact des frais de restructuration et du recouvrement de crédits d'impôts non remboursables.

	T1 2008	T4 2007	T3 2007	T2 2007	T1 2007
(Montants en milliers de dollars)					
Perte découlant des activités poursuivies	(977)	(1 133)	(2 555)	(4 255)	(4 421)
Impôt sur les bénéfices	—	814	—	(67)	(114)
Amortissement et perte à la réduction de la valeur des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des frais reportés	769	902	1 103	1 017	1 112
Intérêts	24	(12)	31	35	64
BAIIA découlant des activités poursuivies	(184)	571	(1 421)	(3 270)	(3 359)
Effet des coûts de restructuration	—	196	1 176	1 342	—
Effet du recouvrement des crédits d'impôts non remboursables	—	(814)	—	—	—
BAIIA découlant des activités poursuivies ajusté en fonction des coûts de restructuration et du recouvrement des crédits d'impôts non remboursables	(184)	(47)	(245)	(1 928)	(3 359)

INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Les états financiers se rattachant au présent rapport sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Incertitude quant à la continuité de l'exploitation

Au cours des cinq derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements

financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude importante quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. S'engager dans des négociations continues avec des prêteurs potentiels pour obtenir de nouvelles sources de financement;
2. Prendre contact avec des investisseurs potentiels afin d'obtenir de nouvelles sources de financement;
3. Trouver une série de solutions pour les secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite; ce qui pourrait inclure la cession d'actifs ou d'activités; et
4. Rationaliser son exploitation pour réduire ses frais.

La direction est d'avis que, grâce aux mesures susmentionnées ainsi qu'au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie d'exploitation

	T1 2008	T1 2007
(Montants en milliers de dollars)	\$	\$
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation avant variations du fonds de roulement	(126)	(3 243)
Variations nettes des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités poursuivies	(1 631)	1 781
Flux de trésorerie affectés à l'exploitation	(1 757)	(1 462)
Ratio du fonds de roulement	3,3 :1	3,1:1

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation avant les variations du fonds de roulement sont passés d'un montant négatif de 3,2 millions \$ à un montant négatif de 0,1 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2008 en raison d'améliorations apportées à la marge brute ainsi qu'au plan de diminution des dépenses. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation avant

les variations du fonds de roulement se chiffrent à 1,7 millions \$ pour l'exercice 2007 comparativement à 1,5 millions \$ l'année précédente, la différence étant liée principalement à la diminution des dépenses d'opérations contrebalancée par une variation négative des éléments hors caisse du fonds de roulement.

Flux de trésorerie d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement se sont élevés à 0,1 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2008 comparativement à un apport de 9,4 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2007 en raison surtout de la vente de placements à court terme.

Flux de trésorerie de financement

Les activités de financement ont occasionné des sorties de fonds de 0,1 million \$ pour ce premier trimestre comparativement à une sortie de fonds de 6,2 millions \$ découlant du remboursement de la dette bancaire à l'année précédente.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

Les obligations contractuelles de la Société sont essentiellement les mêmes que celles présentées dans le rapport de gestion du rapport annuel de l'exercice 2007.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La stratégie de la Société en matière d'instruments financiers est la même que celle présentée dans le rapport de gestion de l'exercice 2007.

ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les éléments hors bilan de la Société sont sensiblement les mêmes que ceux présentés dans le rapport de gestion de l'exercice 2007.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Résultat étendu et capitaux propres

En date du 1^{er} mai 2007, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA»):

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

Le chapitre 3855 précise quand un instrument financier doit être comptabilisé au bilan et à quel montant, parfois à l'aide de la juste valeur, parfois à l'aide de mesures fondées sur le coût selon la classification de l'instrument financier. De plus, les changements dans les évaluations ultérieures, le cas échéant, seront comptabilisés dans le résultat net ou dans le résultat étendu selon la classification de l'instrument financier.

Selon ce nouveau chapitre, tous les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction, placements détenu jusqu'à leur échéance, prêts et créances ou disponibles à la vente. Également, tous les passifs financiers doivent être classés comme détenus à des fins de transaction ou

autres passifs financiers. Tous les instruments financiers sont initialement enregistrés au bilan consolidé à leur juste valeur. Après leur évaluation initiale, les instruments financiers doivent être mesurés à leur juste valeur, sauf pour les placements détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers, lesquels doivent être comptabilisés à leur coût amorti calculé à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. L'intérêt effectif relatif aux actifs et aux passifs financiers et le gain ou la perte provenant d'une variation de la juste valeur d'un actif ou passif financier, classés comme détenus pour des fins de transactions, sont inclus en résultat net pour la période à laquelle ils se rapportent. Si un actif financier est classé disponible à la vente, le gain ou la perte devrait être reconnue dans les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à ce que l'actif financier soit décomptabilisé au moment où le gain ou la perte sera reconnue au résultat net, ou si un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable devrait être réduit compte de cette dépréciation et la réduction devrait être prise en compte dans la détermination du résultat net.

La Société a classé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie comme détenus pour fins de transaction, ses titres de placement comme étant disponibles à la vente et ses débiteurs ont été classés comme prêts et créances. Les frais de financement reportés ont été retranchés de la valeur comptable de la dette à long terme. Les créditeurs et la dette à long terme ont été classés comme autres passifs financiers. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas nécessité d'ajustements importants aux valeurs comptables des actifs et passifs de la Société comptabilisés au 30 avril 2007. Cependant, étant donné que la Société a choisi d'inscrire à l'actif les coûts d'opérations, des frais de financement reportés de 140 000\$ sont maintenant portés en diminution de la dette à long terme.

Résultat étendu et capitaux propres

Le chapitre 1530 établit des normes de présentation concernant le résultat étendu. Suite à l'adoption de cette section, le montant cumulatif, c'est à dire, le cumul des autres éléments du résultat étendu, est présenté séparément dans les capitaux propres (négatifs) dans les bilans consolidés et une réconciliation du cumul des autres éléments du résultat étendu de même que le résultat étendu de la période sont présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires. La Société a appliqué ces nouvelles normes de manière prospective, à l'exception de l'écart de conversion qui a été appliqué rétrospectivement.

Couvertures

En avril 2005, l'ICCA a publié un nouveau chapitre dans le *Manuel de l'ICCA*, soit le chapitre 3856, «Couvertures», qui s'applique aux exercices annuels débutant le ou à partir du 1^{er} octobre 2006. Ce chapitre établit des normes qui précisent quand et comment on peut appliquer la comptabilité de couverture. Une opération de couverture est une opération destinée à modifier l'exposition d'une entité à un ou à plusieurs risques. La comptabilité de couverture a pour effet de modifier les règles normales de comptabilisation, dans l'état des résultats de l'entité, des gains, pertes, produits et charges rattachés à un élément couvert ou à un élément de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est d'assurer que les gains, pertes, produits et charges qui se compensent sont comptabilisés au cours de la même période. La Société ne

participe pas à des opérations de couverture et, par conséquent, l'incidence de l'adoption de cette norme sur les résultats d'exploitation a été négligeable sur les résultats intermédiaires.

Modifications comptables

En juillet 2006, l'ICCA a apporté des modifications au chapitre 1506 du *Manuel* de l'ICCA, intitulé «Modifications comptables». Les changements apportés à ce chapitre touchent notamment les éléments suivants : les entités ne peuvent effectuer un changement de méthode comptable que lorsqu'il est requis par une source première de PCGR, ou lorsqu'il donne lieu à une présentation plus fiable et pertinente dans les états financiers; les changements de méthode comptable devraient être appliqués rétroactivement, à moins que les dispositions transitoires particulières d'une source première de PCGR permettent de procéder autrement ou que l'application rétroactive aux informations données pour comparaison pose des problèmes d'ordre pratique (la norme fournit des directives précises quant à ce qui est considéré comme des problèmes d'ordre pratique); l'amélioration de la divulgation des informations concernant les incidences, sur les états financiers, des changements de méthodes et d'estimations comptables et des corrections d'erreurs; et la communication des nouvelles sources premières de PCGR qui ont été publiées mais qui ne sont pas encore entrées en vigueur ou qui n'ont pas encore été adoptées par l'entité. L'adoption de cette norme n'a pas eu de répercussions importantes sur les résultats d'exploitation consolidés ni sur la situation financière de la Société.

MODIFICATION FUTURE DE CONVENTIONS COMPTABLES

À l'heure actuelle, la Société n'envisage aucune modification de conventions comptables qui pourrait avoir une incidence marquée sur la Société.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs et des passifs et des produits et des charges ainsi que sur la présentation des actifs et des passifs éventuels. Les montants constatés et les notes présentées dans les états financiers consolidés sont établis à l'aide des meilleures estimations de la direction selon des hypothèses qui reflètent la conjoncture économique et les plans d'action les plus probables. Cependant, les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les états financiers consolidés, et ces écarts pourraient être importants. Les principales estimations et provisions comptables sont décrites dans le rapport de gestion du rapport annuel de l'exercice 2006 et elles sont toujours pertinentes pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES RELIÉES

Les opérations entre parties liées de la Société sont essentiellement les mêmes que celles qui sont décrites dans le rapport de gestion de l'exercice 2007.

OPÉRATIONS PROJÉTÉES

La Société étudie régulièrement les occasions d'opérations qui pourraient accroître la valeur pour les actionnaires. Le 15 août 2007, la Société a annoncé son intention d'acquérir une corporation localisée aux États-Unis oeuvrant dans les secteurs des communications commerciales et militaires ainsi que dans les systèmes radar.

PERSPECTIVES

La Société demeurera concentrée sur la réalisation de son plan de restructuration ainsi que concentrer ses activités sur les occasions existantes et nouvelles provenant des secteurs des Télécommunications et des Communications par satellite.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, de concert avec les autres membres de la direction, des contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière afin de conférer une assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière et la présentation d'états financiers à des fins externes conformément aux PCGR de l'émetteur. La direction a évalué l'efficacité desdits contrôles au 31 juillet 2007.

À la lumière de cette analyse, la Société a relevé quelques faiblesses importantes de ses contrôles au niveau de l'entité et des procédés ont été jugés déficients. En parvenant à cette conclusion, la Société a reconnu les facteurs suivants :

- i) Un effectif insuffisant et ne disposant pas des connaissances, de l'expérience et de la formation en comptabilité nécessaires pour l'application des PGCR par rapport aux exigences sur le plan de la présentation de l'information financière de la Société, à la complexité de celle-ci et aux activités d'exploitation.

En raison des ces faiblesses, il existe un risque qu'une inexactitude ne soit pas détectée. Pendant le trimestre, la Société a élargi son processus de clôture pour y intégrer des procédés additionnels d'analyse et de procédures postérieurs à la clôture. La Société assure que les actions requises seront prises afin de rendre pleinement efficaces ses contrôles et processus pendant l'année fiscale 2008.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION PERMANENTE DE L'INFORMATION

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 31 août 2007. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à www.sedar.com.

Au 31 juillet 2007, 174 502 223 actions ordinaires et 27 914 779 bons de souscriptions étaient émis et en circulation, ainsi qu'un total de 6 387 950 options sur actions.

MITEC TELECOM INC.
BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (note 1)

(en milliers de dollars canadiens)

Non vérifié

	Au 31 juillet 2007 \$	Au 30 avril 2007 \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 343	6 286
Placements à court terme	75	75
Comptes clients (note 4)	6 870	5 064
Autres débiteurs	659	889
Impôts sur les bénéfices recouvrables	668	1 112
Stocks	7 328	7 672
Charges payées d'avance et autres charges	798	757
Total de l'actif à court terme	20 741	21 855
Immobilisations corporelles	6 737	7 106
Actifs incorporels	2 138	2 365
Placements	750	750
Charges reportées (note 3)	895	1 248
	31 261	33 324
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	5 845	6 647
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 3)	416	500
Total du passif à court terme	6 261	7 147
Dette à long terme (note 3)	277	458
	6 538	7 605
Capitaux propres		
Actions ordinaires (note 5)	125 631	125 631
Bons de souscription (note 5)	1 311	1 311
Surplus d'apport (note 5)	8 693	8 645
Déficit	(109 928)	(108 951)
Résultat étendu (note 3 et 6)	(984)	(917)
Total des capitaux propres	24 723	25 719
	31 261	33 324

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

MITEC TELECOM INC.**ÉTATS DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

(en milliers de dollars canadiens, à l'exception des données par action et le nombre d'actions)

Non vérifié

Pour les trois mois terminés les

	2007	31 juillet
	\$	2006
	\$	\$
Chiffre d'affaires (note 4)	7 603	8 676
Coût des ventes	5 540	8 488
Bénéfice brut	2 063	188
Charges		
Frais de vente et d'administration	1 486	2 023
Dépenses de recherche et développement	1 007	2 022
Amortissement des actifs incorporels	227	497
Charges financières (note 9)	30	135
Perte de changes	245	33
Intérêts créditeurs	(3)	(51)
Rémunération à base d'actions (note 5)	48	64
	3 040	4 723
Perte découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	(977)	(4 535)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	—	(114)
Perte découlant des activités poursuivies	(977)	(4 421)
Perte découlant des activités abandonnées	—	(8)
Perte nette de la période	(977)	(4 429)
Gains (pertes) de changes latents sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(67)	60
Résultat étendu de la période	(1 044)	(4 369)
Perte de base et diluée par action ordinaire découlant des activités poursuivies	(0,01)	(0,06)
Perte de base et diluée par action ordinaire découlant des activités abandonnées	(0,00)	(0,00)
Perte de base et diluée par action ordinaire	(0,01)	(0,06)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	174 502 223	76 405 263

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

MITEC TELECOM INC.
ÉTATS DU DEFICIT CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(en milliers de dollars canadiens)

Non vérifié

Pour les trois mois terminés les
31 juillet

	2007	2006
	\$	\$
Déficit au début de la période	(108 951)	(96 579)
Perte nette de la période	(977)	(4 429)
Déficit à la fin de la période	(109 928)	(101 008)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

MITEC TELECOM INC.**ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES** (note 1)

(en milliers de dollars canadiens)

Non vérifié

	Pour les trois mois terminés les	
	2007	31 juillet
	2006	
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte découlant des activités poursuivies	(977)	(4 421)
Ajout des éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement de la valeur des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des charges reportées	770	1 112
Perte sur la disposition d'immobilisations corporelles	33	2
Rémunération à base d'actions	48	64
	(126)	(3 243)
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités poursuivies (note 7)	(1 631)	1 781
Flux de trésorerie d'exploitation	(1 757)	(1 462)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(32)	(107)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	14	—
Acquisitions de placements à court terme	(75)	—
Ventes de placements à court terme	75	9 492
Flux de trésorerie d'investissement	(18)	9 385
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation de la dette bancaire	—	349
Remboursement de la dette bancaire	—	(6 365)
Remboursement de la dette à long terme	(127)	(177)
Flux de trésorerie de financement	(127)	(6 193)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(41)	226
Augmentation [diminution] nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant des activités poursuivies	(1 943)	1 956
Flux de trésorerie découlant des activités abandonnées	—	(36)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 943)	1 920
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	6 286	1 468
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	4 343	3 388

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

MITEC TELECOM INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 juillet 2007

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société »), qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellites, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, selon laquelle la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes et de ses engagements dans le cours normal de ses activités.

Au cours des six derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les ressources financières qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude importante quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états financiers consolidés intermédiaires.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. S'engager dans des négociations continues avec différents prêteurs potentiels pour obtenir de nouvelles sources de financement;
2. Prendre contact avec des investisseurs potentiels afin d'obtenir de nouvelles sources de financement;
3. Trouver une série de solutions pour les secteurs d'activité des télécommunications et des communications par satellites; ce qui pourrait inclure la cession d'actifs ou d'activités; et
4. Rationaliser son exploitation pour réduire ses frais.

La direction est d'avis que, grâce aux mesures susmentionnées ainsi qu'au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal de ses affaires.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus («PGCR»):du Canada pour des états financiers intermédiaires et de façon cohérente avec les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 30 avril 2007 et celles mentionnées à la note 3 des états financiers intermédiaires. Pour une description complète des conventions comptables, veuillez consulter ces états financiers. Les présents états financiers ne comprennent pas toute l'information requise par les principes comptables généralement reconnus qui s'appliquent aux états financiers annuels.

MITEC TELECOM INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 juillet 2007

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1^{er} mai 2007, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA»):

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

Le chapitre 3855 précise quand un instrument financier doit être comptabilisé au bilan et à quel montant, parfois à l'aide de la juste valeur, parfois à l'aide de mesures fondées sur le coût selon la classification de l'instrument financier. De plus, les changements dans les évaluations ultérieures, le cas échéant, seront comptabilisés dans le résultat net ou dans le résultat étendu selon la classification de l'instrument financier.

Selon ce nouveau chapitre, tous les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances ou disponibles à la vente. Également, tous les passifs financiers doivent être classés comme détenus à des fins de transaction ou autres passifs financiers. Tous les instruments financiers sont initialement enregistrés au bilan consolidé à leur juste valeur. Après leur évaluation initiale, les instruments financiers doivent être mesurés à leur juste valeur, sauf pour les placements détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers, lesquels doivent être comptabilisés à leur coût amorti calculé à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. L'intérêt effectif relatif aux actifs et aux passifs financiers et le gain ou la perte provenant d'une variation de la juste valeur d'un actif ou passif financier, classés comme détenus pour des fins de transactions, sont inclus en résultat net pour la période à laquelle ils se rapportent. Si un actif financier est classé disponible à la vente, le gain ou la perte devrait être reconnue dans les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à ce que l'actif financier soit décomptabilisé au moment où le gain ou la perte sera reconnue au résultat net, ou si un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable devrait être réduit compte de cette dépréciation et la réduction devrait être prise en compte dans la détermination du résultat net.

La Société a classé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie comme détenus pour fins de transaction, ses titres de placement comme étant disponibles à la vente et ses débiteurs ont été classés comme prêts et créances. Les frais de financement reportés ont été retranchés de la valeur comptable de la dette à long terme. Les créditeurs et la dette à long terme ont été classés comme autres passifs financiers. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas nécessité d'ajustements importants aux valeurs comptables des actifs et passifs de la Société comptabilisés au 30 avril 2007. Cependant, étant donné que la Société a choisi d'inscrire à l'actif les coûts d'opérations, des frais de financement reportés de 140 000\$ sont maintenant portés en diminution de la dette à long terme.

Résultat étendu et capitaux propres

Le chapitre 1530 établit des normes de présentation concernant le résultat étendu. Suite à l'adoption de cette section, le montant cumulatif, c'est à dire, le cumul des autres éléments du résultat étendu, est présenté séparément dans les capitaux propres (négatifs) dans les bilans consolidés et une réconciliation du cumul des autres éléments du résultat étendu de même que le résultat étendu de la période sont présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires. La Société a appliqué ces nouvelles normes de manière prospective, à l'exception de l'écart de conversion qui a été appliqué rétrospectivement.

Couvertures

En avril 2005, l'ICCA a publié un nouveau chapitre dans le *Manuel de l'ICCA*, soit le chapitre 3856, «Couvertures», qui s'applique aux exercices annuels débutant le ou à partir du 1^{er} octobre 2006. Ce chapitre établit des normes qui précisent quand et comment on peut appliquer la comptabilité de couverture. Une opération de couverture est une opération destinée à modifier l'exposition d'une entité à un ou à plusieurs risques. La comptabilité de couverture a pour effet de modifier les règles normales de comptabilisation, dans l'état des résultats de l'entité, des gains, pertes, produits et charges rattachés à un éléments couvert ou à un élément de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est d'assurer

MITEC TELECOM INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 juillet 2007

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES [suite]

que les gains, pertes, produits et charges qui se compensent sont comptabilisés au cours de la même période. La Société ne participe pas à des opérations de couverture et, par conséquent, l'incidence de l'adoption de cette norme sur les résultats d'exploitation a été négligeable sur les résultats intermédiaires.

Modifications comptables

En juillet 2006, l'ICCA a apporté des modifications au chapitre 1506 du *Manuel* de l'ICCA, intitulé «Modifications comptables». Les changements apportés à ce chapitre touchent notamment les éléments suivants : les entités ne peuvent effectuer un changement de méthode comptable que lorsqu'il est requis par une source première de PCGR, ou lorsqu'il donne lieu à une présentation plus fiable et pertinente dans les états financiers; les changements de méthode comptable devraient être appliqués rétroactivement, à moins que les dispositions transitoires particulières d'une source première de PCGR permettent de procéder autrement ou que l'application rétroactive aux informations données pour comparaison pose des problèmes d'ordre pratique (la norme fournit des directives précises quant à ce qui est considéré comme des problèmes d'ordre pratique); l'amélioration de la divulgation des informations concernant les incidences, sur les états financiers, des changements de méthodes et d'estimations comptables et des corrections d'erreurs; et la communication des nouvelles sources premières de PCGR qui ont été publiées mais qui ne sont pas encore entrées en vigueur ou qui n'ont pas encore été adoptées par l'entité. L'adoption de cette norme n'a pas eu de répercussions importantes sur les résultats d'exploitation consolidés ni sur la situation financière de la Société.

4. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue régulièrement des évaluations du crédit de ses clients et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont constituées en cas de pertes sur créances éventuelles. Il est raisonnablement possible que le montant réel des pertes découlant des comptes clients, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les comptes clients étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada et les clients de la Société sont répartis entre différentes régions géographiques.

Un client du secteur Télécommunications représentait 38 % du chiffre d'affaires de la période terminée le 28 juillet 2007 (39 % en 2006) et 21 % des comptes clients au 31 juillet 2007 (44 % au 31 juillet 2006).

5. CAPITAL SOCIAL

Nombre illimité d'actions ordinaires.

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les conditions sont déterminées par le conseil d'administration.

Actions ordinaires émises et en circulation

	Au 31 juillet 2007	
	#	\$
Solde au début de la période	174 502 223	125 631
Variation au cours de la période	—	—
Solde à la fin de la période	174 502 223	125 631

MITEC TELECOM INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 juillet 2007

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

5. CAPITAL SOCIAL [suite]

Bons de souscription

		Au 31 juillet 2007
	#	\$
Solde au début de la période	27 914 779	1 311
Variation au cours de la période	—	—
Solde à la fin de la période	27 914 779	1 311

Les bons de souscription en cours sont les suivants :

		Au 31 juillet 2007
Prix d'exercice	Date d'expiration	#
0,10	3 octobre 2008	8 625 000
0,22	30 mars 2009	19 289 779
		27 914 779

Pour les périodes terminées les 31 juillet 2007 et 2006, l'effet sur la perte par action ordinaire des options sur actions et des bons de souscription potentiellement exerçables a été antidilutif; la perte de base et la perte diluée par action sont donc égales.

Résultat par action

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est comme suit :

	Au 31 juillet 2007	Au 31 juillet 2006
	#	#
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	174 502 223	76 405 263
Incidence des options sur actions et bons de souscription dilutifs, montant net	12 175 000	—
Nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	186 677 223	76 405 263

Régime d'options sur actions

Le tableau suivant présente les options sur actions en cours :

		Au 31 juillet 2007
	Nombre	\$
Solde au début de la période	6 206 450	0,41
Variations au cours de la période :		
Attribuées	227 000	0,22
Frappées d'extinction	(35 500)	1,85
Expirées	(10 000)	9,00
Solde à la fin de la période	6 387 950	0,38
Options exerçables à la fin de la période	3 855 734	0,51

MITEC TELECOM INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 juillet 2007

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

5. CAPITAL SOCIAL [suite]

Les informations supplémentaires sur les options sur actions en cours au 31 juillet 2007 sont comme suit:

Prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables		
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre moyen pondéré d'années avant l'échéance	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	
		\$			\$	
0,11\$ à 0,16\$	3 425 000	0,11	9,2	2 206 250	0,11	
0,17\$ à 0,25\$	1 537 000	0,19	5,3	367 400	0,19	
0,26\$ à 0,39\$	676 000	0,33	5,7	569 334	0,33	
0,80\$ à 1,20\$	110 000	0,80	3,3	108 000	0,80	
1,21\$ à 1,80\$	225 000	1,65	4,1	195 000	1,66	
1,81\$ à 2,71\$	311 250	1,88	4,0	306 050	1,88	
2,72\$ à 4,06\$	61 500	3,59	2,7	61 500	3,59	
4,07\$ à 8,00\$	42 200	6,02	1,1	42 200	6,02	
	6 387 950	0,38	7,2	3 855 734	0,51	

Surplus d'apport

Le tableau suivant présente le rapprochement du surplus d'apport :

	Au 31 juillet 2007 \$
Solde au début de la période	8 645
Variation au cours de la période :	
Charge de rémunération à base d'actions	48
Solde à la fin de la période	8 693

6. RÉSULTAT ÉTENDU

	Au 31 juillet 2007 \$	Au 31 juillet 2006 \$
Solde au début de la période	(917)	(1 001)
Gains (pertes) de changes latents sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(67)	60
Solde à la fin de la période	(984)	(941)

MITEC TELECOM INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 juillet 2007

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

7. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liées aux activités poursuivies se présentent comme suit :

	Pour les trois mois terminés les	
	2007	31 juillet
	\$	2006
	\$	\$
Comptes clients et autres débiteurs	(1 576)	2 847
Stocks	344	(363)
Charges payées d'avance et autres charges	(41)	(263)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	444	(169)
Créditeurs et charges à payer	(802)	(271)
	(1,631)	1 781
Intérêts payés	31	115
L'amortissement des immobilisations corporelles a été comptabilisé comme suit :		
Coût des produits vendus	242	271
Frais de vente et d'administration et de recherche et développement	88	128
	330	399
L'amortissement des actifs incorporels a été comptabilisé comme suit :		
Frais de vente et d'administration et recherche et développement	227	497
L'amortissement des charges reportées compris a été comptabilisé comme suit :		
Coût des produits vendus	123	123
Frais de vente et d'administration	59	62
Frais de recherche et développement	31	31
	213	216

MITEC TELECOM INC.**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

31 juillet 2007

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

8. INFORMATIONS SECTORIELLES**a) Informations sectorielles utilisées par la direction**

Mitec organise son entreprise en deux secteurs d'activité principaux afin de prendre des décisions de gestion et d'évaluer le rendement. Ces secteurs d'activité sont les télécommunications («Télécommunications»), et les communications par satellites et terrestres («Satellites»). La Société exerce actuellement ses activités au Canada et en Chine.

Télécommunications touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires.

Satellites participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les satellites et les microstations terriennes.

La direction calcule le rendement de chaque secteur en fonction du bénéfice brut, puisque les autres charges ne peuvent être attribuées à chaque secteur individuel. De plus, les secteurs se partagent certains stocks et immobilisations.

Les informations pour chaque secteur pour les trimestres terminés les 31 juillet se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	2 973	4 071	4 630	4 605	7 603	8 676
Coût des produits vendus	2 236	5 001	3 303	3 487	5 539	8 488
Bénéfice brut (perte brute)	737	(930)	1 327	1 118	2 064	188
Charges					3 041	4 723
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices					—	(114)
Perte découlant des activités poursuivies					(977)	(4 421)
Activités abandonnées					—	(8)
Perte nette de la période					(977)	(4 429)

b) Informations sur la société

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la région de production :

	Pour les trois mois terminés les	
	2007	31 juillet
	\$	2006
	\$	\$
Chiffre d'affaires		
Canada	5 036	5 418
États-Unis	—	151
Chine	2 764	3 264
Inter-pays	(197)	(157)
	7 603	8 676

MITEC TELECOM INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 juillet 2007

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire)

Non vérifié

8. INFORMATIONS SECTORIELLES [suite]

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit :

	Pour les trois mois terminés les	
	2007	31 juillet
	\$	2006
	\$	\$
Canada	181	204
États-Unis	2 635	3 061
Europe	2 275	2 324
Asie	1 883	2 456
Autres	629	631
	7 603	8 676
Amortissement des immobilisations corporelles		
Télécommunications	225	284
Satellites	105	115
	330	399
Amortissement des actifs incorporels		
Télécommunications	122	388
Satellites	105	109
	227	497

9. CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les trois mois terminés les	
	2007	31 juillet
	\$	2006
	\$	\$
Intérêts sur la dette bancaire	—	77
Intérêts sur la dette à long terme	22	38
Frais bancaires et autres frais	8	20
	30	135

10. ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Le 15 août 2007, la Société a annoncé son intention d'acquérir une corporation localisée aux États-Unis oeuvrant dans les secteurs des communications commerciales et militaires ainsi que dans les systèmes radar.

11. DONNÉES COMPARATIVES

Certaines données comparatives de l'exercice financier précédent ont été reclassées afin de se conformer à la présentation adoptée pour le présent exercice.